Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

85-86 | 2001
Sens Action

État et société. Connivences et absence de reconnaissance des « autres »

State and Society. Acquiescence and Ignorance of Others

Mohamed Mebtoul

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2900>

DOI : 10.4000/jda.2900

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

Pagination : 223-232

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Mohamed Mebtoul, « État et société. Connivences et absence de reconnaissance des « autres » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 85-86 | 2001, mis en ligne le 01 juin 2002, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2900> ; DOI : 10.4000/jda.2900

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Journal des anthropologues

État et société. Connivences et absence de reconnaissance des « autres »

State and Society. Acquiescence and Ignorance of Others

Mohamed Mebtoul

- 1 Une double préoccupation nous conduit à revisiter la question relative aux rapports entre l'Etat et la société. La première est liée au processus de recherche lui-même qui impose un approfondissement critique et plus nuancé des analyses antérieures qui mettaient l'accent sur les catégories de rupture, de divorce et de décalage entre ces deux entités que sont l'Etat et la société. La deuxième préoccupation fait référence à la posture du sociologue dont l'activité consiste aussi à restituer les complexités des situations sociales qui montrent l'interpénétration entre certains mondes sociaux composant la société et l'Etat représenté aussi par des acteurs sociaux.
- 2 Il faut à présent montrer les limites d'une approche focalisée de façon trop schématique sur une configuration dichotomique et éclatée qui caractériserait les rapports entre l'Etat et la société. Formellement, l'Etat est présenté comme une structure relativement fermée dont l'objectif est de réguler un certain nombre d'appareils fonctionnant de façon centralisée et opaque, « incapable » d'acquiescer une légitimité par le bas, c'est-à-dire reconnue par la société. Celle-ci est appréhendée comme une totalité homogène. Elle se limiterait à subir la domination et la violence symbolique d'un Etat qui lui serait extérieur, venant se positionner au-dessus de la mêlée sociale, ayant peu de connivence avec la société.
- 3 Cette schématisation pose un double problème : d'une part, elle aboutit à réifier la société, l'étiquetant dans sa globalité sans jamais la définir ni l'interroger dans son hétérogénéité, ses différences et sa diversité, privilégiant uniquement ce qui s'oppose à l'Etat. Peut-on alors effacer de la réflexion les logiques sociales qui sont celles d'acteurs qui, de par leur allégeance, leur systèmes de croyance articulés aux intérêts matériels et symboliques importants acquis en raison de la mise en œuvre de stratégies faisant corps

avec les différents pouvoirs, montrent cette complicité renouvelée avec les dominants du moment ? D'autre part, elle postule que le changement ne peut être impulsé, encouragé et mis en œuvre que par l'Etat défini comme le seul dispositif « légitime » qui peut engager les transformations sociales, oubliant pourtant qu'on ne change pas une société par décret, comme le rappelait Crozier (1970). Le président peut toujours décider de mettre fin aux bidonvilles. Le *walipeut* peut toujours tenter de dissuader de façon autoritaire les marchands ambulants de ne pas vendre leurs produits dans certains espaces publics. C'est oublier que la réalité sociale a « la tête dure ». Les agents en question reproduiront inlassablement leurs activités en intégrant ces « petits espaces » non seulement pour tenter de survivre mais plus fondamentalement parce qu'ils ne sont pas reconnus dans un « ordre public » qui a été au préalable violemment approprié par d'autres acteurs sociaux.

- 4 Si la perspective de recherche retenue est l'étude des interactions entre les acteurs qui ont lieu dans différents « cercles » sociaux (Simmel, 1991), l'opposition entre l'Etat et la société n'est pas toujours pertinente. Elle ne peut pas en tous cas concerner tous les mondes sociaux qui la composent. Peut-on en effet s'interdire d'observer leurs multiples connivences pour ne retenir que leur dichotomie ? Peut-on en outre se limiter à puiser dans des notions produites dans le champ politique (clans, modernistes, islamistes, conservateurs, réformateurs, etc.) qui ne peuvent pas toujours rendre compte de la mouvance sociétale caractérisée par sa complexité et la mise en œuvre de logiques d'action dont certaines d'entre elles sont distantes des pratiques politiques ?

L'opportunisme social

- 5 Autant de questions et de préalables importants qui montrent l'inconfort du sociologue pour tenter de construire un îlot d'intelligibilité entre deux entités analysées séparément, voilant d'une part la société comme une arène sociale et, d'autre part, enfermant le système politique qui a produit l'Etat dans une sorte de microcosme ayant ses propres « règles » de fonctionnement. Même si ce dernier a amplement initié et favorisé la promotion sociale inespérée de beaucoup d'acteurs en s'appuyant sur des rapports de cooptation et d'allégeance, il semble réducteur de rechercher l'explication de ce type de fonctionnement uniquement du dedans, comme une boîte noire qu'il faut tenter d'ouvrir pour décoder les secrets, sans toujours noter que sa reproduction n'est pas due simplement au machiavélisme de ses acteurs. Elle puise aussi ses forces à partir de logiques d'action déployées dans certains pans de la société. Tenter de comprendre les multiples interactions entre certains mondes sociaux de la société et l'Etat, c'est restituer les jeux sociaux qui permettent d'indiquer les stratégies d'agents qui ont cette « capacité » de fabriquer en permanence, selon les conjonctures, une forme d'engagement qui s'apparente à ce que nous pourrions nommer rapidement de l'opportunisme social.
- 6 Toute société est composée de personnes confrontées à des épreuves qu'ils tentent de résoudre de façon différenciée selon les ressources matérielles, symboliques et culturelles qu'ils ont pu acquérir au cours de leur trajectoire sociale. Comme le montrent Boltanski et Chiapello (1999) :

La notion d'épreuve rompt avec une conception étroitement déterministe du social, que celle-ci se fonde sur la toute-puissance des structures ou dans une optique culturaliste, sur la domination des normes intériorisées. Elle met l'accent sur l'incertitude, qui dans une perspective de l'action, habite à des degrés divers, les situations de la vie sociale.

- 7 Face à l'épreuve, il faut tenter d'y faire face malgré tous les aléas et les contraintes. Les agents ne sont donc pas passifs face aux situations les plus extrêmes. C'est précisément cette autonomie relative qui leur donne la possibilité de produire aussi des situations, des croyances et des systèmes d'interprétation différents de par les objectifs visés, les stratégies déployées et les sens attribués. Illustrons nos propos. Il est aisé aujourd'hui pour certains agents sociaux de s'inscrire dans la logique du système politique, parce qu'ils y trouvent « leur compte » tout en se drapant du statut de « commis de l'Etat ». Il est aussi possible de produire une situation en se présentant comme la « victime », prisonnière des « incohérences » des décideurs. Ici, l'argument se réfère au fait « qu'elle n'y peut rien », pour la simple raison qu'elle n'est pas « autonome ». La décision est prise ailleurs... Ainsi, peut-on faire le « jeu » du système d'action dominant tout en ayant l'opportunité de développer une argumentation critique allant dans le sens de la résignation et de l'impuissance mettant essentiellement l'accent sur les contraintes qui interdiraient toute transformation sociale. Et pourtant, la « victime » n'avait-elle pas la possibilité d'opter pour d'autres alternatives et d'autres systèmes d'action ? Mais il semble difficile d'opérer les ruptures lorsqu'on intègre des rapports axés sur le clientélisme, impliquant nécessairement dépendance et connivence avec ceux qui ont été à l'origine de sa mobilité sociale fulgurante.
- 8 On peut ici parler de l'idéologie, au sens où l'entend Dumont (1983), définie « comme un ensemble de croyances partagées, inscrites dans les institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel ». L'importance de l'idéologie tient au fait que ces jeux sociaux peuvent se maintenir, se déployer, se reproduire et s'opposer à partir aussi d'un travail de justification qui s'appuie sur des arguments développés par les individus face aux différentes situations. Comme le montre bien Grize (1998), argumenter, c'est davantage montrer que démontrer :
- C'est déployer une activité discursive finalisée, qui vise à intervenir sur les idées, les opinions, les attitudes, les sentiments et éventuellement les actions de quelqu'un ou d'un groupe de personnes. En bref, argumenter c'est agir dans un sens donné sur des univers de croyances, mieux encore sur un univers de représentations.
- 9 Il est alors essentiel d'insister sur le fait que ces arguments acquièrent une pertinence pour leurs auteurs. Ici, l'imaginaire et les étiquetages multiples de ces derniers viennent nourrir différents systèmes de croyances portant sur le pouvoir, le peuple, les institutions, les comportements des personnes. « L'espace institué » selon l'expression de Certeau (1990) ne peut pas s'imposer mécaniquement et surtout se reproduire sur une longue durée sans le déploiement de systèmes relationnels au sein de la société qui lui donnent les atouts, la force et les justifications de poursuivre et de donner sens à son action. Il s'agit donc à partir de la présentation d'un type idéal (il y en a d'autres) de montrer cet emboîtement entre le politique et certains mondes sociaux de la société. Schnapper (1999) montre bien que la construction de types idéaux se réfère à une sociologie compréhensive qui met l'accent sur l'importance du sens attribué par les acteurs à leurs conduites, en s'inspirant de l'œuvre de Weber, sociologue allemand. Elle compare le type idéal à « un tableau de pensée » qui n'est donc pas une description de la réalité mais un simple instrument pour la comprendre. Ici le type idéal dévoile un système relationnel fondé sur la production de l'homogénéité sociale.

Produire de l'homogénéité sociale

- 10 L'homogénéité sociale implique une certaine connivence entre le pouvoir et le peuple présentés comme deux acteurs agissant dans des espaces sociaux producteurs d'enjeux analogues. Ce type de relation dominant au cours de la décennie soixante-dix qui efface tout conflit entre ces deux entités n'a pas disparu, même s'il se présente sous des formes différentes aujourd'hui. Il ne s'agit plus uniquement de se mouvoir dans un système de croyances centré sur la « participation » illusoire à la gestion étatique dont les règles sont définies au préalable par le pouvoir, mais au contraire d'opérer à présent un travail de justification faisant référence à la « crise » économique. On s'inscrit dans une sorte de complicité avec l'État qui n'aurait plus les moyens de sa politique. La notion de sacrifice nécessaire est réintroduite. Elle doit concerner toute la société. « Il est possible de s'en sortir si tout le monde, El-Houkouma et le peuple travaillent la main dans la main ». Dans cette optique, la responsabilité à l'origine des dysfonctionnements de la société est partagée. Ici, les arguments oscillent indifféremment entre le passé et le présent. Il s'agit alors de s'inscrire dans une sorte de continuité avec le passé en donnant sens à des catégories normatives (ce qui a été et doit être fait et non ce qui est). Nostalgie, imaginaire et idéalisme se conjuguent pour présenter une matrice sociale qui ne peut être refusée par personne, puisqu'elle doit faire le « bonheur du peuple ».
- 11 A partir de là, il s'agit de produire une rhétorique de la mobilisation où les dimensions morales et affectives semblent être privilégiées, prenant explicitement plus d'importance au moment des élections ou des campagnes de sensibilisation des « masses ». Mais cette incitation externe à la mobilisation dans le but de participer aux actions sociales ou politiques est régulée à partir de relais sociaux totalement acquis au pouvoir du moment. Même si elle est de l'ordre d'une mise en scène, au sens d'une mobilisation instrumentalisée, elle produit une efficacité symbolique donnant la possibilité aux institutions publiques ou agents sociaux de s'impliquer dans ce processus de participation en mettant tous les moyens de l'État pour la « réussite » de l'opération électorale ou autre, révélant bien la complicité et l'allégeance d'une multitude d'acteurs locaux à l'égard du pouvoir. Il importait de soulever ce paradoxe de la mobilisation et de la participation déployées par des acteurs sociaux qui ont cette capacité de s'investir dans des espaces politiques et sociaux. Ici, les acteurs des institutions publiques ne peuvent pas fonctionner à la neutralité parce qu'emportés par l'idéologie populiste. Ils s'octroient ainsi le statut ambigu de porte-parole du « peuple ». Comme le montre Bourdieu (1987) :
- Il permet à ceux qui peuvent revendiquer une forme de proximité avec les dominés de se poser en détenteurs d'une sorte de droit de présomption sur le « peuple » et par là, d'une mission exclusive, mais il est aussi ce qui leur permet d'assumer ou de revendiquer tout ce qui les sépare de leurs concurrents, en même temps que de masquer – et d'abord à eux-mêmes – la coupure avec le « peuple » qui est inscrite dans l'accès du rôle de porte-parole.
- 12 Dans ce type idéal, l'unanimité est de l'ordre de la sacralisation. Ici la thèse de Durkheim, fondateur de la sociologie française, ne peut être que « réfutée » : il a montré que la différenciation sociale émerge dans les sociétés « modernes ». Il a notamment insisté sur la solidarité organique rendue possible par le développement de la division du travail. Ceci est contraire au peuple imaginé qui doit refuser toute sorte d'intrusion, de distorsion et d'opposition et de conflits entre les différents mondes sociaux qui le composent. La critique est tolérée quand elle reste dans une perspective plus

pragmatique et utilitariste (il faut trouver des solutions). Conséquence : l'indignation morale est souvent privilégiée au détriment d'une compréhension fine des éléments plus essentiels touchant au fondement et aux enjeux de la décision. Il est plus « sage » de s'enfermer de façon très superficielle dans des schèmes simplificateurs qui renvoient à une psychologie primaire des comportements opérant par une série d'opposition : « compétent – incompétent » ; « conscient – inconscient » ; « sale – propre » ; « honnête – malhonnête » ; « motivé – démotivé », etc. Cette approche n'interroge pas de façon critique ces catégories. Elle se limite plutôt à en prendre acte pour aboutir inéluctablement à une sorte de désenchantement qui renvoie dos à dos les institutions locales « incapables » de « répondre aux aspirations du peuple » et le besoin de « conscientisation des masses » pour leur permettre d'intérioriser les catégories du civisme et de la « modernité ».

L'absence de reconnaissance des autres

- 13 L'indignation et la production d'analyses moralisantes ne semblent pas suffire pour rendre compte de la standardisation difforme des espaces « urbains ». L'absence de toute particularité d'ordre esthétique, culturel et social qui donne pourtant sens à la notion de ville dévoile deux choses essentielles : la première renvoie à la violation politique de l'espace « urbain » présenté de façon mythique comme l'espace de toutes les espérances et de toutes les promesses devant faire oublier les épreuves antérieures endurées par le « peuple ». Il faut bien partir aujourd'hui de cette violation à l'origine d'une chirurgie sociale imposant ses « vérités », ne reposant pas sur la production de règles admises et négociées, pour comprendre les multiples défigurations et appropriations de l'espace « urbain », montrant de nouveau les multiples connivences entre acteurs qui émergent dans certains mondes sociaux de la société mais aussi dans l'espace politique.
- 14 La deuxième chose fortement articulée à la première est que les multiples formes de l'engagement civique ne peuvent en aucune façon être la résultante d'incitations officielles ou de campagnes temporaires qui dévoilent plus leur fragilité et l'absence de toute crédibilité sociale. On oublie que la violation est antinomique de toute reconnaissance des « autres ». Comment s'étonner alors des formes de retrait et d'indifférence sociale qui se traduisent par le refus d'actions collectives dans le but de donner sens à un espace « public » originellement déstructuré par le refus aveugle de l'adapter à la société réelle ? Quand les personnes ne sont pas reconnues, elles prennent nécessairement distance par rapport à un ordre public qui s'est construit en dehors d'elles. Ici la citoyenneté est loin d'être à l'origine du lien social pour prétendre à partir d'injonctions et d'impositions qui est le propre des sociétés politiques autoritaires et paternalistes aboutir à construire la « cité civique » (Boltanski, 1990). Pizzorno (2000), sociologue italien montre bien que notre identité n'a de sens que par rapport aux autres, par la reconnaissance que les autres ont de notre identité.

Les individus participent à l'action collective pour former et disposer d'un cercle permanent de reconnaissance qui partage et définit leurs valeurs, pour avoir une représentation de soi qui soit constante, et partager avec d'autres une interprétation de la réalité. Sans cette volonté de reconnaissance réciproque, il ne peut y avoir d'action collective.
- 15 Standardisation de l'espace « urbain » selon l'expression de Lacheraf, et la volonté d'homogénéité sociale ont abouti à des résultats inverses de ce qui était attendu par les

différents pouvoirs qui ont souvent fonctionné en référence à l'idéologie populiste qui opère la distanciation entre le peuple « rêvé » et la société réelle qui a elle aussi produit ses propres mondes sociaux qui ne se reconnaissent plus dans ce système de croyances les éjectant dans le « vide social et culturel » selon l'expression d'une jeune étudiante.

BIBLIOGRAPHIE

- BOLTANSKI L., 1990. *L'amour et la justice*. Paris, Ed. Métailié.
- BOLTANSKI L., CHIAPPELO L., 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard (Essais).
- BOURDIEU P., 1987. « Les usages du peuple », in *Choses dites*. Paris, Minuit : 178-184.
- CROZIER M., 1970. *La société bloquée*. Paris, Seuil.
- DE CERTEAU M., 1990. *L'invention au quotidien, 1 : Arts de faire*. Paris, Gallimard.
- DUMONT L., 1983. *Essai sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris, Seuil (Esprit).
- GRIZE J.-B., 1998. « Argumenter, c'est davantage montrer que démontrer », in BORZEIX A., BOUVIER A. & PHARO P. (eds), *Sociologie et connaissance, nouvelles approches cognitives*. Paris, CNRS.
- PIZZORNO A. 2000. « Identité et Action collective », *Cahiers des Sciences Humaines*, 104 (avril).
- SCHNAPPER D., 1999. *La compréhension sociologique, démarche de l'analyse typologique*. Paris, PUF.
- SIMMEL G., 1991 [1908]. *Secret et Sociétés secrètes*. Strasbourg, Circé.

RÉSUMÉS

A travers une relecture critique des différents théories sociologiques des rapports entre l'Etat et la société comme composition de groupes sociaux hétérogènes et disposant d'une autonomie relative, l'auteur s'interroge en particulier sur la production des idéologies unanimistes et participations qui légitiment la violence symbolique de l'Etat. Cette réflexion s'applique à nombre de pays en proie à des dissensions destructives durcissant un pouvoir étatique tendanciellement impuissant.

The author undertakes a critical review of main sociological theories about the relations between state and society, the latter being thought as a compound of heterogenous social groups. The article raises in particular the question of the production of unanimity ideologies and participation that legitimize symbolic violence of state. This reflexion especially concerns the countries where destructive dissents occur, strengthening the power of states paradoxically tied to inefficiency.

INDEX

Mots-clés : État politique, idéologie, légitimité, rapports sociaux

Keywords : ideology, legitimacy, politics, social relationship, State